

# SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

## CGT, CFDT, SUD

---

### Déclaration CTP Moyen Terme 22 septembre 2009

Le **Moyen Terme** que vous nous présentez aujourd'hui menace directement nos missions : celles qui existent déjà, mais aussi les demandes d'information nouvelles sur les maux sociaux que sont le chômage, la précarité, l'exclusion. Des investissements sont exclus dès lors qu'ils concernent le formidable enrichissement des uns au détriment du reste de la population, la liquidation de l'industrie ou la financiarisation de l'économie qui a conduit à une crise économique mondiale payée par les plus démunis. Orchestrer pour les médias la remise du rapport Stiglitz est une chose aisée. Mais investir pour utiliser les indicateurs au service des populations est mission impossible avec les moyens alloués aux services statistiques.

Dans le domaine des **statistiques sociales**, l'heure est à tailler à la hache dans les programmes d'enquêtes, tant au plan national que pour la possibilité d'extensions régionales ou de travaux impliquant des partenariats locaux. Vous menacez le réseau enquêteurs, dont le renom et les performances sont largement reconnus pour vous replier sur des systèmes d'enquêtes qui excluent volontairement des strates entières de la population, les plus pauvres et les plus riches.

Dans celui des **statistiques d'entreprise**, vous nous privez des réseaux d'enquêteurs d'entreprise, de la présence sur le terrain des enquêtes tourisme, de l'emploi localisé qui a totalement disparu de vos objectifs. Vous osez nous parler de partenariats régionaux ... depuis Metz ou d'autres centres de regroupement de travaux ? De qui se moque-t-on ?

Nous estimons que vous ouvrez sciemment la porte au secteur privé qui produit du sur-mesure au profit de ses commanditaires, en évitant toute comparabilité que seul le système statistique public est en mesure d'assurer.

**L'action régionale** est en effet la grande sacrifiée de ce moyen terme : toujours moins, c'est son ambition. Dans le même temps, la Direction renonce à promouvoir une statistique et des études au niveau régional, départemental et local au travers d'une concertation des partenaires, tous les partenaires et pas seulement ceux qui en ont les moyens. La coordination statistique en région est totalement abandonnée, et le Cnis est dessaisi de cette réflexion.

Quant aux **relations internationales**, l'Insee s'est enfermé depuis des années dans l'hexagone et a abandonné toute présence active dans les instances internationales significatives. Il s'aligne sur les normes anglo-saxonnes sans même défendre ses valeurs historiques comme les catégories socio-professionnelles.

L'objectif n'est plus d'être dans les trois meilleurs instituts de statistique, mais de se fondre dans le moins-disant, avalant sans broncher les régressions les plus manifestes. A quand l'abandon du système de recensement français totalement original, que l'Insee se garde bien de défendre dans les instances internationales ?

Enfin, les **études** sont de plus en plus verrouillées dans le cadre de la doctrine libérale et de l'aplatissement devant les injonctions gouvernementales. Ramener à deux pages l'information sur le chômage, c'est aujourd'hui mettre sous l'étouffoir le travail considérable réalisé sur le sous-emploi. Et c'est permettre demain de nouvelles économies : la suppression d'investigations qui ne sont plus diffusées au grand public.

Le projet « Ambition 2015 » est à la statistique publique ce que les réformes Darcos ont été pour l'éducation et la recherche nationale : désorganisation des services, régression dans les objectifs et privatisation accélérée !

Dans ce cadre, on imagine très bien ce qu'il advient de ce que vous appelez fonction « supports », les services de gestion, l'informatique...

On le voit clairement pour **l'informatique** : c'est la destruction organisée de la production par le projet inacceptable de fermeture brutale et précipitée du CNI d'Aix, mais aussi les fermetures et transferts des services production des Centres Nationaux Informatique à Metz. La désorganisation ainsi créée risque pourtant de paralyser l'Insee pendant plusieurs années, au moment même où la fiabilité des réseaux est une nécessité absolue.

Ce sont les réorganisations successives des **SAR et CAR**, avec l'intégration à marche forcée dans des dispositifs ministériels ou interministériels qui éloignent la gestion des agents, conduisent à des gaspillages massifs dans les achats de matériels ou l'utilisation de progiciels inadaptés et désorganisent également un des aspects les plus importants pour les personnels, une gestion de proximité humaine.

Vous aurez compris, au vu de cette déclaration que nous allons vous demander l'inflexion notoire sur bon nombre de vos objectifs de moyen terme, dont ceux que vous avez déjà mis en place. Nous le retranscrivons dans nos vœux.